



Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

Paraît  
chaque  
Vendredi  
10 pages

De Citroën à Royan

## Le Chemin du Pouvoir

Il faut attirer l'attention des travailleurs sur les résultats significatifs à une élection récente.

Ce n'est ni de Saintes, ni du 14<sup>e</sup>, ni d'une quelconque compétition électorale destinée à compléter les cadres du régime parlementaire bourgeois, qu'il s'agit, mais de l'élection, dans une entreprise de la région parisienne, par près de cinq cents travailleurs, de leur délégué d'entreprise.

Nous relatons dans le « Coin du Prolo » les conditions dans lesquelles la désignation des candidats s'effectua. Mais le fait important qu'il s'agit de souligner ici est que sur le lieu même de leur exploitation, soixante-six travailleurs ont passé outre à la fielleuse campagne menée par les fascistes et par les chefs stalinien, et se sont prononcés lucidement pour le programme d'action syndicale et révolutionnaire que défendait le camarade Trocello.

\*\*

Ceci est bien plus qu'une manifestation électorale !

C'est, en premier lieu, la preuve que la présence constante au premier rang des luttes ouvrières et l'affirmation intransigeante d'un programme révolutionnaire, syndical et extra-syndical est la condition essentielle du regroupement des travailleurs à la base.

Un tel regroupement est aujourd'hui plus nécessaire que jamais à l'usine et au village : C'est par lui que le Congrès des Comités de Front populaire — s'il se tient un jour — sera freiné dans sa glissade accélérée vers l'Union sacrée et la guerre. C'est par lui qu'une minorité sans cesse élargie d'ouvriers et de paysans pauvres se dressera contre les impôts et la vie chère, pour le respect des 40 heures et l'augmentation des salaires.

C'est par lui que sera posée largement dans le pays la question des Conseils (Soviets), des milices armées et du contrôle ouvrier et paysan sur les entreprises.

C'est par lui que s'affirmera le pouvoir grandissant des travailleurs, qui doit un jour se saisir des usines, des mines, des banques, de l'Etat.

\*\*

Les travailleurs de Citroën-Epinettes ne viennent-ils pas de donner par anticipation une réponse aux vertueuses préoccupations que Jules Moch exprime dans « Paris-Soir » à l'occasion de Royan ?

« Le Socialisme devra un jour se manifester hors des cadres du régime où il s'est courageusement (sic) enfermé. Mais jusqu'où peut-on aller dans la voie des progrès sociaux ? Comment maintenir l'essentiel du

régime en modifiant quelques-unes de ses règles, ce qui ouvre le débat sur le contrôle des changes et les « réformes de structure » ? Le Socialisme pourra-t-il être instauré dans un pays entouré d'Etats capitalistes ?

La lutte farouche contre la guerre et le fascisme est étroitement liée à une lutte de classes de tous les instants. Elles ne comportent, l'une et l'autre, ni pause, ni armistice, ni aménagement structurel, ni régime, ni respect de la légalité bourgeoise.

Elles opposent à la théorie stalinienne du « Socialisme en un seul pays » la notion trotskyste : la révolution permanente.

Quelle que soit l'issue du Congrès de Royan, c'est sur ces bases révolutionnaires de la IV<sup>e</sup> Internationale et du P.C.I. que doit se faire le regroupement des travailleurs.

### SOLIDARITÉ Révolutionnaire

par le

« Fonds de Secours Rouge » !

## Le « Trust blanc »

C'EST la désignation désormais consacrée que la presse Front populaire applique au trust laitier et, certes, toutes les critiques que l'on pourra faire contre ce trust resteront toujours inférieures à la réalité.

Le « trust blanc », constitué par les Maggi, les Fermiers Réunis et autres firmes capitalistes de même acabit, qui rafflent le lait, le transportent, le traitent, assurent industriellement les opérations de transformation et l'utilisation des sous-produits, tiennent une place importante parmi les fauteurs de vie chère, exploités de paysans.

Les exactions du « trust blanc » s'étalent avec assez de cynisme impudent pour affronter sans crainte les colères qu'elles soulèvent parmi les paysans producteurs et dans la foule immense des consommateurs.

Mais, au fait, pourquoi le « Trust Blanc » caindrail-il quelque chose ?

\*\*

Le trust blanc, notable convive au banquet des « 200 familles », n'a aucune raison d'envisager une cessation forcée de son fructueux trafic.

Il est visé, nommément et collectivement, par la campagne permanente du journal bergeryste : France, voici tes maîtres ! ; il est cloué au pilori bien anodin que dressa le père Hamon, anarchiste breton sombre

## Thorez-flic

SANS doute les procès de Moscou et l'attitude des stalinien à l'égard des oppositionnels ne pouvaient plus laisser de grandes illusions sur les armes qu'ils entendent employer dans la lutte qu'ils mènent, pour le compte de la bureaucratie stalinienne, contre les révolutionnaires. Sans doute, le P.C.F. et ses représentants au Parlement n'ont-ils rien fait pour s'opposer aux mesures de répression prises par la bourgeoisie française contre les travailleurs immigrés.

Mais il y a mieux.

La presse stalinienne italienne déclare simplement que tout étranger expulsé qui ne peut se réfugier en Espagne gouvernementale ou en U.R.S.S. est un fasciste. En outre, une circulaire adressée à toutes les sections algériennes du P.C. demande aux militants de se faire les auxiliaires de la flicaille en dénonçant à l'administration coloniale les camarades du Parti du Peuple Algérien.

Ainsi les dirigeants stalinien entendent faire des militants de base des mouchards et des indicateurs. La réputation des Noske et des Scheidemann est maintenant la seule qui leur semble enviable et ils tiennent à prouver à la bourgeoisie qu'ils peuvent être des auxiliaires encore plus précieux que les chefs de la social-démocratie.

Malgré eux, les travailleurs refuseront de s'associer à ce travail de flic et comprendront, peu à peu, que le stalinisme est la « syphilis du mouvement ouvrier ».

dans le Front Populaire ; il est stigmatisé en paroles et en écrits par les propagandistes du Front populaire et en particulier par les stalinien.

Les braves lecteurs peuvent applaudir à cette prose vengeresse : Le trust ne s'en porte pas plus mal. Au contraire !

\*\*

Oui, au contraire, car certaines attaques sont tellement maladroitement qu'elles sont utiles à ceux que l'on prétend combattre.

Tel est notamment l'article du citoyen Mars dans l'Humanité. (Mars visait mieux lorsqu'il débutait comme journaliste dans la paysannerie de la défunte Voix Paysanne.) C'est qu'il faut, selon la ligne stalinienne, satisfaire au mécontentement des consommateurs tout en flattant odieusement l'« agriculture française », et en pratiquant à son intention l'absurde politique des prix élevés et de la vie bon marché.

Mars, de l'Humanité, s'indigne de ce que le trust place sa marchandise au commerce de détail au-dessous du cours officiel (1 fr. 90) qu'il avait lui-même réclamé... l'hiver dernier.

Or, c'est une loi constante que le prix du lait est plus élevé en hiver, période de stabulation, qu'en été où les vaches sont à la prairie et donnent une production plus abondante.

(Suite page 5.)

## L'inquietude subsiste

**D**ÉTENTE ! la détente s'accroît ! tels ont été les titres de nombreux articles depuis dix jours et cependant l'inquiétude demeure partout.

A la Bourse, malgré le véritable afflux de capitaux revenus en France (bien plus devant la gravité de la crise américaine que par suite des décrets Marchandau), le marasme persiste.

Les transactions commerciales diminuent le marché automobile habituellement animé en cette saison reste morne.

Malgré le bourrage de crâne « à la confiance », chacun, du capitaliste au prolétaire, comprend de plus en plus clairement que le problème n'est pas de trouver un accord avec les Sudètes ni de faire marcher un Comité de « non intervention » mais de réaliser un nouveau partage du monde.

En Tchécoslovaquie, les deux groupes de négociateurs emploient les mêmes mots : ils parlent d'Autonomie, mais ils pensent chacun à des choses très différentes. Les hommes liés à Paris ne veulent accorder que certains droits de gestion locale pour des problèmes locaux, sans toucher aux privilèges économiques et politiques acquis sur le dos des Sudètes ; les hommes de Berlin veulent une autonomie politique complète prélude du démembrement tchécoslovaque au profit de l'impérialisme allemand.

En Espagne, derrière les palabres du fameux « Comité de non intervention », c'est un dialogue cynique qui se poursuit. « Fermez les Pyrénées, aidez-moi à écraser le prolétariat espagnol et je respecterai vos droits en Espagne et en Méditerranée », dit Mussolini. « Quelle garantie m'offrez-vous que vous tiendrez vos promesses ? » rétorque Daladier. « Attention, riposte Mussolini, si ma parole ne vous suffit pas, aucun accord italo-français n'est possible et vous allez voir ce que vous allez voir ! »

Inutile d'ajouter que tous ces brigands ne songent qu'à se tromper mutuellement. En fait, l'axe Berlin-Rome-Tokio est en plein effort pour modifier le statut mondial en sa faveur, l'axe Londres-Paris, d'abord surpris, réagit partout vigoureusement et c'est la plus périlleuse « épreuve de forces » qui se poursuit.

En attendant, personne ne perd son temps et les marchands de canons travaillent à pleins bras, les généraux rêvent de gloire, chacun installe de nouvelles positions stratégiques ou met en valeur celles qu'il possède (Hitler en Europe Centrale, Mussolini en Espagne, en Afrique, la France sur la côte Atlantique du Maroc, etc., etc...).

Enfin la diplomatie s'affaire, c'est ainsi que l'Allemagne souffle « nos alliés fidèles » : Pologne, Yougoslavie, mais que le roi d'Angleterre vient en France, tandis que se rallument les troubles en Palestine, au Sandjaz, etc...

L'épreuve de force peut-elle se prolonger de longs mois ? Absolument pas. Il arrive inévitablement un moment où l'un des groupes croit son heure venue de ne pas différer l'ultimatum « céder ou se battre ».

Il n'est pas possible de faire de pronostics, mais les trois points névralgiques demeurent en Europe : l'Espagne, la Tchécoslovaquie, en Asie Hong-Kong. Dans chaque cas on retrouve les mêmes éléments : il s'agit d'hégémonie dans des secteurs décisifs.

Toute possibilité d'accord provisoire n'est pas toutefois exclue, mais le jeu tend à se compliquer et à s'aggraver sans cesse.

L'absence d'Internationale révolutionnaire, la trahison des réformistes et des staliens rend enfin chaque jour, par le nationalisme qu'elles favorisent, la guerre plus probable.

## LA GUERRE CIVILE...

**L'**aviation fasciste ne cesse de bombarder Barcelone, Valence, Madrid, etc., forçant les lignes républicaines par des attaques d'artillerie, assauts de tanks, et par des actions de surprise. Sur les fronts, les opérations reprennent avec une intensité terrible. Par endroits, les républicains perdent quelque position, mais se défendent énergiquement... Les informations, soit de la presse fasciste, soit de la presse antifasciste, confirment le plan d'offensive dont nous avons parlé dans un précédent article. La 43<sup>e</sup> Division, qui combat sur le front des Pyrénées, est dans une situation désespérée ; si des renforts ne sont pas envoyés, tout le front des Pyrénées se trouve menacé.

Valence se trouve sérieusement en danger de tomber entre les mains du fascisme...

Si Valence tombait, la défense de la Catalogne se trouverait compromise...

La guerre va entrer dans une phase décisive pour la république, si de nouveaux facteurs n'interviennent pas.

Le fascisme passe d'une offensive à l'autre, gagnant chaque jour du terrain sur les républicains. Ceci n'empêche pas les agents de Staline, l'antifascisme bourgeois et social-démocrate, d'écrire que les républicains, dirigés par le gouvernement Negrin, remportent des victoires tous les jours. C'est ainsi que l'on trompe la classe ouvrière pour l'empêcher de voir le danger réel de la situation... C'est le seul moyen de retenir la classe ouvrière et de continuer la politique de trahison, qui favorise le fascisme et la guerre impérialiste.

La supériorité du matériel d'aviation, d'artillerie, de la technique, etc... fournis aux fascistes par l'Italie et l'Allemagne, n'est pas la seule cause de leur supériorité dans les opérations.

Des autres questions, plus importantes, sont un facteur de premier ordre dans les opérations militaires, favorisant les troupes mercenaires franquistes.

On peut dire que l'armée populaire, dès sa constitution — et particulièrement à la suite de la sanglante répression contre-révolutionnaire des « journées de mai », qui aboutit à la dissolution des milices ouvrières, à la destruction de collectifs agricoles et industriels, à la persécution du mouvement ouvrier, et à l'extermination de toutes les conquêtes des journées de juillet, — opère sans base. L'enthousiasme antifasciste démocratique avec les fanfares du front populaire et du gouvernement Negrin, ne sont pas suffisants pour mobiliser le peuple travailleur autour de l'armée populaire, pour vaincre le fascisme, et surtout lorsqu'il manque à cette armée, — par la politique anti-ouvrière de son gouvernement, — l'appui des paysans persécutés et chassés des collectifs agricoles, et celui de la classe ouvrière, frappée par la terreur de la contre-révolution.

Le « Courrier Socialiste », organe menchevik russe, a publié dans son numéro du 29 avril un article de Walter Krivitski, qui fut ami d'Ignace Reiss — assassiné par le Guépéou — et lui-même attaché aux services secrets du Gouvernement soviétique.

W. Krivitski donne, dans cet article, la relation du récit que lui fit Sloutski, chef du Guépéou à l'étranger, et récemment décedé à Moscou... de mort subite.

Nous reproduisons ici les principaux passages de cet article dont l'intérêt n'a pas à être souligné davantage.

**S**OUS la pression d'interrogatoires torturants, poursuivis pendant des mois et même des années, les accusés, en proie aux menaces et à la faim, finissaient par avouer tout ce qu'on leur demandait. Il y en avait pourtant que l'on ne réussissait pas à briser. Il s'en trouva deux de cette sorte à la veille du premier procès de Moscou : Mratchkovski et Smirnov. Or, le Guépéou savait que Staline ne voulait pas d'un procès sans ces deux-là. Le Guépéou se décida, suprême ressource, à confier les deux accusés rétifs à ses juges d'instruction les plus expérimentés. Je rapporte ici l'interrogatoire de Mratchkovski, d'après le récit que m'en a fait l'un d'entre eux, Sloutski :

— J'ai commencé l'interrogatoire rasé, déclare Sloutski ; quand je l'ai terminé, mes joues étaient couvertes de barbe. L'interrogatoire dura 90 heures. Toutes les deux, trois heures, l'impitoyable sonnerie téléphonique du secrétariat de Staline retentissait et une voix demandait : « Eh bien l'avez-vous brisé ? »

### La situation se complique

Nous l'avons répété plus d'une fois : les tentatives de compromis faites par le gouvernement Negrin à Franco ne pouvaient décider la « paix » en Espagne, par le fait que le fascisme, sûr de sa victoire, ne peut pas faire de concessions politiques aux républicains, sur des questions ayant déterminé la guerre civile. La résistance au fascisme en Espagne peut actuellement être décidée par la France si l'Angleterre le tolère, et si elle ne trouve pas une entente avec Mussolini. Le ministère de la Guerre, en France, dément une information de la presse italienne, allemande et anglaise, d'envois de matériel, d'officiers, etc., à l'Espagne républicaine.

Indépendamment de ce démenti, un fait est certain : le gouvernement Daladier et l'Etat-major commencent à se rendre compte du danger stratégique pour la France, — dans le cas d'une guerre contre l'Allemagne, et ne pouvant pas compter sur l'appui de l'Italie, — représenté par une Espagne fasciste, à la frontière des Pyrénées et maîtresse de la Méditerranée.

Dans la mesure que la France intervient plus directement dans les événements, la guerre prend un caractère impérialiste.

La France n'intervient pas pour défendre la république espagnole, après l'avoir réduite à l'état dans lequel elle se trouve actuellement, mais elle intervient pour défendre ses positions impérialistes menacées sur les Pyrénées et dans la Méditerranée, sur le plan de la défense des positions stratégiques générales de la guerre mondiale en perspective.

La presse staliniste et social-démocrate veut faire croire aux masses prolétariennes trompées que la France défendra en Espagne la république démocratique contre le fascisme, pour garantir la paix.

La paix défendue par Daladier est une trêve entre deux guerres impérialistes, et la démocratie du gouvernement Negrin qui maintient la classe ouvrière sous la terreur, et qui est prêt à écraser le moindre petit mouvement révolutionnaire socialiste.

Les démentis du gouvernement français n'ont aucune valeur ni à Londres, ni à Rome, ni à Berlin. De même que la France et l'Angleterre n'ont jamais ignoré l'intervention de l'Allemagne et de l'Italie en Espagne, l'Italie et l'Allemagne ne pourront pas ignorer maintenant les gestes de la France en Espagne.

Sûr de l'appui de l'Allemagne, qu'il soutient à son tour en Europe Centrale, Mussolini, engagé à



### Ce que valent

— Mais, demandai-je à Sloutski, êtes-vous resté pendant tout ce temps dans votre cabinet sans en sortir ?

— Non, après les dix premières heures, je pris deux heures de repos pendant que mon secrétaire me remplaçait. Mratchkovski, pendant ces quatre-vingt-dix heures, n'eut pas un moment de répit. Même au w.-c., on l'accompagnait.

Je dois dire, pour caractériser Sloutski, que, bien que ce fût un vieux collaborateur du Guépéou, il était resté un homme bon et franc à sa façon, un de ces vieux tchékistes pour lesquels un Mratchkovski incarnait le passé de la révolution et méritait un respect inébranlable. Mais Sloutski devait réprimer ses sentiments. Il devait briser Mratchkovski. Et voici la suite de son récit :

— Mratchkovski entra en boitant lourdement (des suites d'une blessure de guerre civile). Je lui offris un fauteuil :

» — Asseyez-vous, camarade Mratchkovski.

» Il s'assit. Je lui dis :

» — Eh bien, camarade Mratchkovski, j'ai reçu l'ordre de vous interroger.

» Il répond :

» — Je n'ai rien à vous raconter et je ne veux pas avoir de conversation avec vous. Vous êtes des policiers pires que ceux du Czar. Et d'abord, dis-moi quel droit as-tu de m'interroger ? Où étais-tu pendant la révolution ? Il me semble que je ne te connais pas.

» Remarquant sur ma poitrine deux ordres du Drapeau rouge, il dit :

» — Des types comme toi, je n'en ai pas vu au front. Ces décorations, tu les as volées.

» Je me tais, je ne l'interromps pas, je lui laisse dire ce qu'il a sur le cœur. Il continue :

» — Tu me dis « camarade Mratchkovski », tandis qu'hier, un de tes pareils, en m'interro-

## ...EN ESPAGNE

fond en Espagne, maintenant plus que jamais, — après deux années de politique du front populaire de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales, — ne peut plus reculer ni devant la France, ni devant l'Angleterre... comme veulent le faire croire les staliniens et les sociaux-démocrates prêts à l'union sacrée avec la bourgeoisie française.

C'est là une politique qui conduit directement à la guerre.

Et il ne s'agit pas d'une guerre démocratique, de liberté contre le fascisme, mais d'une guerre impérialiste, pour la défense des positions stratégiques, pour la conquête des matières premières, des marchés mondiaux, etc., qui existe et se développe à la base des contradictions du système capitaliste dans les rapports de la production mondiale.

Ce n'est pas l'intervention de l'impérialisme français qui peut sauver l'Espagne du fascisme, ni l'Europe de la guerre. C'est cela qu'il faut répéter inlassablement dans notre agitation contre le fascisme et la guerre.

La classe ouvrière, son avant-garde, doivent entreprendre une action de classe contre classe pour avertir les grandes masses sur les dangers de guerre et les trahisons des dirigeants des deux Internationales jaunes qui préparent l'union sacrée.

Ce qui peut sauver l'Espagne du fascisme et l'Europe de la guerre est la victoire de la révolution prolétarienne en France.

La moindre concession à cette position fondamentale facilite la guerre et le fascisme.

### Negrin ne desserre pas l'étau de la répression

Telles sont les conséquences de la politique du front populaire : la guerre qui menace et le fascisme qui avance dans toute l'Europe.

Malgré les dangers du fascisme, la contre-révolution ne s'arrête pas. Le gouvernement Negrin-Staline-Azana lève une main de fer contre le prolétariat révolutionnaire, et tend une main ouverte aux fascistes.

Encore ces derniers jours, une vague de terreur s'est abattue sur des militants révolutionnaires en Catalogne.

La compagne d'Andrade a été arrêtée, ainsi que d'autres camarades et militants révolutionnaires, comme le camarade Solano, secrétaire de la jeu-

nesse du P.O.U.M. La presse démocratique ne laisse pas entrevoir la moindre information, à l'exception des communiqués de police (lorsqu'ils sont faits), sur toutes ces arrestations, ainsi que celle d'un groupe bolchevik-léniniste survenue à Barcelone.

Les plus graves informations arrivent d'Espagne, sur le traitement des militants emprisonnés par la République. Les disparitions de révolutionnaires soumis aux tortures sont des faits courants, dans les prisons du front populaire, où le Guépéou règne en maître.

Les punitions les plus infâmes et inhumaines sont infligées aux détenus révolutionnaires. Il suffit d'un mot pour être jeté dans un cachot sans air et sans nourriture, et même insulté et frappé par les gardes.

Et c'est un gouvernement contre-révolutionnaire, tel que le gouvernement Negrin, ayant une presse corrompue à étiquette antifasciste, qui se fait le paladin contre le fascisme, parce que celui-ci ne fait pas pire... que le gouvernement de la République.

Dans le même temps que la réaction la plus terrible sévit contre les ouvriers révolutionnaires, le gouvernement Negrin libère les fascistes et les traîtres, rétablit la liberté du culte... pour les curés, protège les accapareurs, les spéculateurs et toute la canaille du Paseo de Gracia...

Le fascisme n'a jamais été aussi fort ni à Barcelone, ni à Valence.

C'est cette politique anti-ouvrière et contre-révolutionnaire de la bourgeoisie démocratique, aidée par ses agents staliniens et réformistes dans le mouvement ouvrier, et leurs complices de l'anarcho-syndicalisme, qui a brisé la résistance de la classe ouvrière et des paysans contre les troupes du fascisme, et qui a détruit toute possibilité de mouvement du prolétariat révolutionnaire dans le territoire soumis au fascisme.

La victoire du fascisme en Espagne n'était pas possible sans la politique anti-prolétarienne des staliniens, des réformistes et des anarchistes.

La classe ouvrière doit intervenir pour faire cesser la terreur du gouvernement Negrin, qui favorise le fascisme.

La libération de tous les prisonniers révolutionnaires s'impose.

Aux organisations d'avant-garde de comprendre la gravité de la situation et de sauver tant de milliers de révolutionnaires menacés de mort par la contre-révolution démocratique.

Rétablir les libertés démocratiques pour toutes les organisations prolétariennes, libérer Andrade et tous les emprisonnés antifascistes, appliquer un régime de démocratie ouvrière dans les discussions sur les divergences prolétariennes, c'est là la seule garantie de mobiliser les forces nécessaires pour extirper le fascisme, non seulement en son pouvoir, et dans ceux... où il se prépare à le faire.

» — Non, tu es devenu un policier... Tout de même, je vois qu'il te reste une âme...

» A ce moment, je compris que le contact s'établissait entre nous. Alors, je me mis à lui exposer la situation de l'Union : fascisme, danger de guerre... Je dis que personnellement j'étais bien convaincu qu'il n'était pas, lui, un contre-révolutionnaire, mais que j'allais lui montrer jusqu'où étaient tombés ses camarades, — et je sortis les dépositions des autres.

» Ainsi passèrent trois jours, pendant lesquels Mratchkovski ne dormit pas une minute. Trois jours et trois nuits je luttais avec lui. Moi-même, en ces trois journées, je pris tout au plus trois ou quatre heures de sommeil. Je l'amenais à un tel point qu'il pleura. Il pleura avec moi en constatant que tout était perdu et qu'il ne restait plus aucune espérance.

» A la fin du troisième jour, il demanda à voir Smirnov. Je donnai l'ordre d'amener Smirnov dans mon cabinet. Leur rencontre me bouleversa. Ils s'embrassèrent. Ils pleuraient tous les deux. Mratchkovski dit le premier à Smirnov : « Ivan » Nikititch, faisons ce qu'ils nous demandent. Il le faut. » Smirnov s'y refusa en disant : « Je n'ai rien à leur avouer, je n'ai jamais combattu le pouvoir des soviets, jamais été un terroriste, je n'ai jamais voulu tuer personne ». Mratchkovski l'exhortait, mais Smirnov restait intraitable. Ils s'étreignaient à chaque instant, en pleurant. On emmena Smirnov. Mratchkovski redevenait irritable et de nouveau traita Staline de traître. Le quatrième jour, il signait ce qu'il devait confirmer devant le tribunal. Je rentrai chez moi et, pendant une semaine, je fus non seulement incapable de travailler, mais incapable de vivre. Voilà, Krivitski, ce que fut l'interrogatoire de Mratchkovski. »

## D'une semaine à l'autre

27 MAI

Un conflit éclate aux usines Latécoère, à Toulouse, à la suite de la mise à pied de dix ouvriers parmi lesquels se trouvent le secrétaire et le trésorier de la Section syndicale.

29 MAI

Tandis qu'Herriot, la main sur le cœur, prononce un discours à la gloire de la « Pucelle », Sarrault déclare à Vesoul que l'action du gouvernement se plie toute entière aux nécessités de la défense nationale pour assurer la « force française ».

29 MAI

Le député stalinien Costes dépose, au sujet du conflit Latécoère, une demande d'interpellation dans laquelle il accuse le patronat de « saboter la production et la défense nationale ».

29 MAI

Le Conseil National de la Fédération des Voyageurs demande la signature rapide des conventions collectives.

1<sup>er</sup> JUIN

A l'usine de pneumatiques du boulevard Valmy, deux ouvriers sont ébouillantés. L'un d'eux est dans un état désespéré, ce qui ne nuira en rien aux bénéficiaires du patron.

1<sup>er</sup> JUIN

Comme on pouvait le prévoir, on apprend que le juge Bêteille a déclaré irrecevable la demande de l'Union des Syndicats de la région parisienne, qui voulait se constituer partie civile dans l'affaire des bombes de l'Etoile.

1<sup>er</sup> JUIN

2.000 employés licenciés des magasins, réunis à la Bourse du Travail, protestent contre les licenciements massifs et dénoncent les manœuvres patronales.

1<sup>er</sup> JUIN

900 ouvriers des mines de Lens, à Loosen-Gohelle, se mettent en grève pour protester contre le déplacement de deux militants syndicaux et obligent les représentants de la Compagnie à rapporter leur décision.

2 JUIN

A Genève s'ouvre la 24<sup>e</sup> session de la Conférence Internationale du Travail au cours de laquelle sera discutée la généralisation des 40 heures dans les industries non encore couvertes par une convention.

### DEUXIEME TOUR D'ELECTIONS EN TCHECOSLOVAQUIE

Hemlein renforce ses positions par rapport au premier tour : 90 % des suffrages se sont prononcés pour lui dans les régions sudètes.

Il faut rappeler que ces régions sont essentiellement industrielles ; ce sont donc des voix ouvrières qui vont à Hemlein. Le recul très sensible et parfois massif des sociaux-démocrates et communistes dans ces contrées est fort net.

Voilà où a mené la politique de capitulation et de compromis avec la bourgeoisie radicale franc-maçonne à Benès ! Les ouvriers exploités, mal défendus ou trahis ont regardé vers le dynamisme fasciste, ses mensonges et ses promesses fallacieuses.

Ce qui se passe en Bohême s'est déjà passé en Autriche où la lâcheté social-démocrate et les erreurs communistes avaient favorisé l'assassin Dolfuss. Cela se prépare en France où les ouvriers quittent par milliers la C.G.T., absolument dégoûtés des bureaucrates syndicaux, de leurs compromissions, etc., etc...

Il n'y a qu'un moyen de réagir, c'est de retrouver contre tous les bureaucrates et les partis traîtres, la voie de l'action directe de classe, la voie du parti révolutionnaire.

## leurs aveux



geant, m'appelait reptile et contre-révolutionnaire. Je suis né en Sibérie, moi ; mon père a péri en Sibérie, ma mère aussi. Je suis du parti depuis mon enfance.

» Il se lève tout à coup, déboutonne brusquement sa blouse et me montre ses cicatrices : « Les voilà, mes décorations ! » Je continue à me taire. Je fais apporter du thé, je lui en offre un verre, je lui offre des cigarettes. Il prend le verre, le cendrier, et les jette violemment sur le plancher en criant :

» — Vous voulez m'acheter ? Tu peux dire à Staline que je le méprise. C'est un traître. On m'a déjà conduit chez Molotov. Celui-là aussi a voulu m'acheter, mais je lui ai craché sur la gueule...

» Quand il a dit tout ce qu'il avait à dire, je me lève et je me mets à lui répondre :

» — Non, camarade Mratchkovski, mes décorations je ne les ai pas volées. Je les ai gagnées dans l'Armée Rouge, sous Tachkent, où je me suis battu sous ton commandement. Je ne me considère pas comme un reptile, ni toi non plus. Mais as-tu combattu contre le parti ? Tu l'as fait. Eh bien, le parti m'ordonne aujourd'hui de t'interroger. Quant aux cicatrices, tu peux regarder, — je lui montre celles que j'ai au ventre, — ce sont aussi des souvenirs de guerre civile.

» Mratchkovski se tait, écoute et répond :

» — Je ne te crois pas. Où sont tes preuves ?

» Je lui fais lire ma biographie et je continue :

» ... Après la guerre civile, j'ai travaillé dans un tribunal révolutionnaire. Ensuite le parti m'a envoyé au Guépéou. J'y suis et j'exécute les ordres du parti. Quand le parti me dira de mourir, je mourrai...

» Mratchkovski m'interrompt :

Dans les usines

## Le Stalinisme doit être mis en échec

**L**AISSER passer la politique stalinienne dans les usines, c'est renforcer le patronat, c'est favoriser ses manœuvres et l'intrusion des P.S.F. Les exemples sont chaque jour nombreux. L'Union qui pour chaque travailleur signifie force cohérente devient, parce que cette union comprend pour les stalinien des bourgeois, un affaiblissement des ouvriers et profite uniquement au patronat et aux fascistes. Ceux qui veulent l'unité réelle : l'unité de classe, doivent mener une croisade dans les usines contre le patronat et la politique qui le favorise.

La bataille sera rude, les stalinien possèdent les moyens de tromper les ouvriers : informations mensongères, calomnies, menaces, voir même répression comme à La Lorraine, truquage des assemblées, démagogie unitaire... mais chaque militant doit se rendre compte que défendre les revendications ouvrières signifie lutter contre ceux qui les abandonnent au sein du syndicat, au sein de l'usine. Chaque jour, un plus grand nombre d'ouvriers se rend compte de cette nécessité de barrer la route au stalinisme, l'expérience de l'usine Citroën-Saint-Ouen le démontre, contre le truquage de la démocratie syndicale, contre les délégués inamovibles, contre l'orientation d'union sacrée, le quart des ouvriers s'est dessé ! Métallos sympathisants de la gauche révolutionnaire, métallos sympathisants du P.C.I. ont uni leurs efforts pour battre les candidats du P.S.F. et désavouer la politique de capitulation des Jouhaux et des Croizat !

La discipline syndicale ? ceux qui la bafouent, les syndiqués ont le droit de les désavouer, c'est lutter contre les méthodes qui font baisser les effectifs syndicaux, c'est commencer le balayage de tous ceux qui ont un poste pour servir les ouvriers et s'en servent pour affaiblir leur combativité.

L'exemple de Citroën-Saint-Ouen doit être suivi, que les ouvriers révolutionnaires se groupent dans les usines, soient à la tête du combat contre le patronat et les S.P.F. et dénoncent ceux qui favorisent ces derniers.

Ainsi la masse des ouvriers révolutionnaires abusés par le P.C. et les réformistes rebâtira sa direction de combat !

## Citroën (Epinettes)

### POURQUOI JE SUIS CANDIDAT ?

Une Assemblée a eu lieu le vendredi 27, 39, avenue de la Gare à Saint-Ouen, afin de désigner les candidats aux élections des délégués ouvriers. A cette Assemblée, les camarades Dubacq et Gott ont été désignés comme candidats.

Je dois expliquer aux camarades pourquoi je pose ma candidature.

Ce n'est pas l'ensemble des ouvriers qui ont désigné Dubacq et Gott : l'Assemblée comprenait seulement une centaine de présents. Le respect de la démocratie syndicale et de la démocratie prolétarienne exigeait que la question des candidats fût posée d'abord dans les Assemblées d'ateliers, où l'on aurait demandé qui voulait être candidat, puis en Assemblée générale qui se prononcerait sur les candidats en présence. Ceci n'a pas été fait.

Je pense que le fait d'avoir été délégué n'est pas un motif suffisant pour le rester. Il faut, au contraire, que les délégués ouvriers rendent compte régulièrement de leur action et soient remplacés chaque année par des délégués élus démocratiquement, c'est la seule façon de former des cadres de militants ouvriers et d'éviter de constituer des noyaux qui prennent des habitudes routinières fâcheuses au lieu d'animer la lutte des travailleurs.

Je pense aussi que la désignation des délégués est, pour tous les camarades, une occasion de se prononcer en toute indépendance syndicale, sur la politique de leur organisation, la défense de leurs intérêts de classe et de leurs revendications immédiates.

C'est être syndicaliste et révolutionnaire, ce n'est pas être indiscipliné que de se présenter dans ces conditions aux élections des délégués.



### VOTEZ C.G.T. ? OUI !

Vous voterez C.G.T. en me désignant comme délégué. Vous voterez contre l'indiscipline en me désignant, car les indisciplinés ce sont ceux qui, sans nous le demander, ont accepté la pause, qui ont voté les 250.000 francs pour la Défense Nationale (des patrons), tout en disant aux prolétaires de lutter contre les marchands de mort, qui ont accepté la reconduction des conventions collectives dans l'intérêt de l'Exposition et du Trust du ciment, qui ont réclamé une plus grande production dans le régime bourgeois, qui ont accepté la fin de la grève sans garantie, la rentrée des grévistes sans consulter les travailleurs, qui ont rejeté les demandes d'augmentation des petits fonctionnaires et ont voté les pleins pouvoirs à Daladier.

Je me présente comme délégué : Pour l'augmentation des salaires par l'organisation des luttes générales vastes et puissantes au patronat, contre les syndicats professionnels et les organisations.

Pour le contrôle ouvrier sur l'embauche et l'application des 40 heures. Pas une heure de rabiot pour la Défense Nationale !

Pour la révocabilité des permanents syndicaux appointés.

Pour l'application de la démocratie syndicale.

Pour la retraite effective aux vieux travailleurs (minimum 10.000 francs).

Unité syndicale ne signifie pas bâillon.

Vive l'unité syndicale et la démocratie ouvrière.

Paul TROCELLO.

### FONDS DE SECOURS ROUGE

Pour apporter aux émigrés révolutionnaires l'aide qui leur est due,

Pour les arracher aux griffes de la police bourgeoise française et internationale,

Pour sauver du Guépéou et des dénonciations staliniennes,

#### SOLIDARITE !

Faites parvenir votre obole au plus tôt, en versant les fonds au :

Compte Chèque Postal : Archambau 175.876

46, rue Antoine-Marie-Colin, à Vitry-sur-Seine (\*)

(\*) NE PAS ECRIRE A CETTE ADRESSE !

Adresser la correspondance :

à « LA COMMUNE »

36, rue du Château-d'Eau, à Paris

Que les camarades étrangers qui nous écrivent donnent toujours l'adresse d'un camarade français pour la réponse.

### « LA COMMUNE »

est en vente dans les kiosques et dans les groupes tous les vendredis.

Dix pages minimum. Le numéro : Cinquante centimes.

Demandez-la ; diffusez-la ! Soyez, de Paris ou de province, son lecteur et son correspondant.

**D**IMANCHE 5 juin, se tient à Paris une conférence organisée par les amis de « l'Ecole Emancipée », organe de la minorité du Syndicat national des Instituteurs, conférence ouverte à tous les membres de la C.G.T. et dont l'objectif annoncé est la création d'une minorité révolutionnaire dans la C.G.T.

Une telle initiative est à saluer. Les opposants à la politique de trahison, ils sont déjà nombreux dans la C.G.T. Mais, leur cohésion, leur organisation ne sont guère existantes. Il y a à cela une raison primordiale, c'est leur disparité, leur hétérogénéité. Ainsi, dimanche, il y en a qui seront à la conférence convoquée par « l'Ecole Emancipée », mais d'autres seront à une autre conférence convoquée par le centre d'action syndicale contre la guerre (où la confusion la plus extrême est aussi à prévoir). Certains, jusqu'à présent, s'en tenaient à « l'éducation syndicale ». Après cela, il n'est pas surprenant que le militant moyen qui a un mal de chien à résister aux réformistes et aux stalinien ne sache que faire.

Nous ne pouvons qu'engager nos amis syndiqués à assister dimanche à la conférence de « l'Ecole Emancipée » (qui se tiendra dès 9 h. 30 du matin, salle des Jeunes laïques, 10, rue Dupetit-Thouars). En même temps, nous ferons une fois de plus ici, à propos de l'article publié dans « l'Ecole Emancipée » du 29 mai, par le camarade Margailan, organisateur de cette conférence, quelques observations indispensables au sujet de l'organisation d'une telle minorité dans la C.G.T.

Le camarade Margailan écrit : « Les partis, sectes, groupements en tant que tels ne pour-

# LE COIN DU

Dans le P. T. T.

## LES HOMMES DE SERVICE

Il y a dans l'Administration des P.T.T. une catégorie d'adultes particulièrement exploitée, ce sont les hommes de service.

Cette catégorie à effectif faible, de 1.400 à 1.500 unités environ, est peu connue et se trouve délaissée par les organisations syndicales.

Ces travailleurs qui sont honteusement exploités, bons à tout faire ; ayant un travail pénible et malsain qui consiste au balayage des escaliers et des salles, au nettoyage des water-closets, au lessivage des murs, etc...

Ils ne reçoivent pour tout traitement annuel et maximum que la modeste somme de 11.000 francs, plus une indemnité de résidence qui varie selon les localités et pouvant aller jusqu'à 2.240 francs par an à Paris.

Malgré le travail malsain et peu rétribué, les hommes de service, comme le personnel postal, ne connaissent pas les bienfaits de la loi des 40 heures.

De ces principaux faits, un grand nombre d'entre eux deviennent tuberculeux ; bien entendu les grands maîtres de la France capitaliste se moquent pas mal que des hommes crèvent pourvu que ça leur rapporte.

## CONVOCAION

### TRAVAILLEURS DES P.T.T. !

Réunion d'information et discussion sur les Congrès de Vichy, organisée par les P.T.T. Communistes Internationalistes

MARDI 7 JUI, à 20 h. 30

au Café des Deux-Hémisphères, 54, rue du Château-d'Eau, PARIS

### EMPLOYES DE LA NOUVEAUTE !

Réunion d'information et discussion sur la situation et les moyens de lutte, organisée par les employés Communistes Internationalistes

JEUDI 9 JUI à 20 h. 30

au Café des Deux-Hémisphères, 54, rue du Château-d'Eau, PARIS

(Métro : Château-d'Eau)



Une opposition révolutionnaire se constituera-t-elle dans...

aront participer aux travaux de la conférence. Leurs adhérents, s'ils sont syndiqués, auront toute latitude pour délibérer ». Partons volontiers de là ; mais il n'en reste pas moins vrai que la plupart des participants appartiendront ou sympathiseront avec ces « partis, sectes ou groupements » dont il est question plus haut. D'ailleurs, le même article spécifie qu'il vise à réaliser « un front unique fraternel, SUR LE TERRAIN SYNDICAL SEUL, entre tous les courants, nuances ou tons d'oppositionnels ».

Nous avons donc un objectif délimité avec assez de précision pour que les conclusions à en déduire soient nettes : 1) L'OPPOSITION REVOLUTIONNAIRE DANS LA C.G.T. DOIT AVOIR POUR BASE UNE PLATE-FORME DE REVENDICATIONS TRES PRECISES ; et 2) IL NE PEUT ETRE QUESTION DE CREER, SOUS LE COUVERT DU MOUVEMENT SYNDICAL, UNE AUTRE TENDANCE OU UN AUTRE GROUPEMENT qui, bien que limité au cadre syndical, constituerait à son tour une organisation nouvelle, d'un caractère politique peu achevé d'ailleurs.

Aussi nous croyons qu'au point de vue organisation, il serait faux de retenir la proposition d'un bureau national, d'une presse... car ce serait inévitablement créer une organisation différente ; et, comme déjà par deux fois, avec l'« opposition unitaire » en 1930 et avec l'« avant-garde syndicale » en 1934, on aboutirait à zéro lorsqu'à un moment donné les militants auraient à suivre entre deux orientations différentes. Que des dispositions pour des liaisons soient prises, oui. Que

# DU PROLO

## On nous écrit

« **Bronzavia** : Depuis plusieurs semaines je parle à votre vendeur à S... du cas qui vient de nous toucher. 65 copains ont été renvoyés de chez Bronzavia depuis les grèves, presque tous les délégués ont été renvoyés. « La Commune » n'en a pas parlé, pourtant si le patronat de la boîte a osé agir ainsi, il y a des raisons : le patron avait embauché quelques S.P.F., nous avons voulu les virer, la C.E. locale des métaux s'y est opposée, le patron a liquidé un délégué, la C.E. locale a prêché le calme, le patron a continué... nous n'avons plus de délégué et 65 renvois. Le patron a embauché des S.P.F. et l'usine tourne 45 heures. Voilà la situation ! Vous devriez en parler dans « la Commune ».

— **Rosengart** : « C'est une erreur que de cacher le renvoi d'un délégué, même sous le prétexte que cela peut favoriser son réembauchage. En définitive, cela favorise le renvoi d'autres délégués, c'est le cas qui s'est produit chez nous. Après la grève, la direction a renvoyé un délégué technicien, le personnel, dans son ensemble, n'a pas été avisé, on a invoqué le réembauchage ailleurs pour le copain favorisé par ce silence — en réalité le patronat a son organisation d'information et de mouchardage. Le Directeur, qui se donnait une allure philanthrope a relevé la tête et à propos d'un incident de deux délégués hommes et une déléguée femme, qui défendaient des ouvriers contre un salaire de contre-coup, le directeur a menacé puis a pris des sanctions de mise-à-pied (après une intervention du Syndicat le directeur voulait renvoyer les trois délégués et les deux ouvriers). Le Syndicat a préconisé le calme et collecte pour faire payer aux ouvriers les heures perdues.

C'est tous les jours que l'on doit lutter contre l'arbitraire patronal. »

— **Bloch** : « On parle ferme ici de faire trois équipes. A condition que l'on applique les quarante heures, donc que l'on embauche en renonçant au travail de nuit ? Sinon il faudra consulter les ouvriers et lutter.

Les élections des délégués ont été suivies avec peu d'enthousiasme. L'assemblée générale ne groupait pas 200 ouvriers sur les 650. Les délégués sortants ont obtenu les deux tiers des voix, et un tiers d'abstentions ! Beau résultat.

Il paraîtrait que chez Bloch, à Châteauroux, les 45 heures sont appliquées, c'est « Paris-Soir » qui l'écrit. Est-ce vrai ? Sinon pourquoi le Syndicat ne dément-il pas ? »

— **Chez Ex-Blériot** : « Le désaccord entre socialistes et communistes (?) a pris ici une forme bien drôle ! Les stalinien ont désigné des délégués titulaires offrant aux socialistes les postes



de suppléants ! En face de cette cuisine, un opposant qualifié de « trotskyste » s'est présenté et a recueilli 80 voix ! Il est vrai que le Cercle « Lutte de Classe » a fait ici une récente réunion. »

— **Vous bluffez aussi ?** : « Vous donnez la manifestation du Mur comme des plus imposantes, or il y avait derrière la bannière Renault 70 gars ; derrière la bannière Bloch, 50 gars ; derrière la bannière Nieuport, 50 gars. Vous bluffez aussi ? »

## « French Line »

Le rayon du P.C.I. du Havre édite un journal mensuel, « Le Prolétaire », dont nous détachons les passages suivants, concernant la Transat, dont l'intérêt dépasse largement les limites du Havre.

« French Line, « Le pavillon de la France », dit la Transat.

« Normandé », « orgueil de la France », dit « L'Avenir du Havre », le torchon des renégats stalinien. Curieux rapprochement des bourgeois de la Transat et des renégats du communisme autour du drapeau sanglant de l'impérialisme français, autour de la loque tricolore des requins capitalistes.

Nous seuls dénonçons la Transat parce que seule la presse révolutionnaire, celle qui est payée seulement par les souscriptions ouvrières, est vraiment libre.

Or, comme chacun sait, la Transat est pauvre.

C'est elle qui le dit ! Et comme la Transat est pauvre, elle fait des compressions de dépenses. »

### ECONOMIES SCANDALEUSES

Nous n'aurons pas loin à remonter pour retrouver des économies scandaleuses.

L'une des plus marquantes ce fut le licenciement de près de 500 ouvriers au « Technique », des copains qui gagnaient mille francs par mois (et comme nous le verrons on a gardé ailleurs des nourrissons qui gagnaient plus que ça à ne rien faire).

La Transat licenciait, il y a moins de temps encore, une vingtaine de gardiens qui ne gagnaient pas 1.000 francs par mois.

Ce fut ensuite une compression de dépenses sur les « gris » des copains navigants ; on sait que c'est cela qui amena la grève du « Champlain ».

Enfin, il y eut les ventes de navires. Ça c'était autre chose, il y avait rentrée d'argent, immédiatement, compression de dépenses parce qu'il n'y avait plus de marins à payer, mais aussi dimi-

tres camarades. Par exemple, il faudrait avoir comme mots d'ordre :

### 1) ORIENTATION GENERALE DE LA C.G.T.

- Contre l'arbitrage obligatoire et le statut moderne du travail ;
- Dénonciation de l'union sacrée ;
- Retrait de la C.G.T. du C.N.E., de la S.D.N. ;
- Retrait de la C.G.T. du Front populaire ;
- Lutte pour le contrôle ouvrier par la création de Conseil d'entreprises ;
- Résistance à l'offensive capitaliste par préparation de la grève générale ;
- Création de milices ouvrières.

### 2) REGIME INTERIEUR DE LA C.G.T.

- Démocratie ouvrière ;
- Diminution du nombre et du traitement des permanents ;
- Révocabilité des permanents.

Ces points, nous le répétons, peuvent être précisés, modifiés, amendés. Mais c'est à partir d'un programme d'une précision de ce genre que pour être menée une action susceptible de coordonner les efforts des opposants révolutionnaires dans la C.G.T. Sinon, ce serait une conférence de plus sans résultat que quelques discours. Il est grand temps de faire mieux.

nution des recettes car ce qui « rapporte » c'est le cargo et non le paquebot.

Malgré tout, comme nous le disons par ailleurs, le déficit quotidien qui est d'environ 800.000 fr. ne fait que s'accroître.

### DEPENSES EHONTES

On marchandé le salaire d'un marin (entre 800 et 900 francs avec les heures supplémentaires pour un marin), mais quand un officier est à terre, on ne le traite pas de la même manière qu'un simple matelot ou un A..G.B.

Toi, matelot, tu es en chômage, tu touches seulement ton secours et, encore, après plusieurs jours d'attente.

Or, il y a actuellement une centaine d'officiers qui sont débarqués.

Ils vont pointer ? Non !

Ils touchent la « retraite anticipée », c'est-à-dire solde entière, entre trois et cinq mille francs par mois, à ne rien faire, pas même pointer. Mais c'est « conforme au statut », alors on ne dit rien !

Et puis, pendant la grève du « Champlain », n'est-ce pas Cangardel qui « aimait mieux dépenser 20 millions, mais briser la grève », et pour manger ces 20 millions on a logé les bourgeois à Frascati, on les a promenés dans tout le département sans bourse délier.

Un gradé est atteint par la limite d'âge, il touche la « liquidation de son compte Caisse de Prévoyance ». Ça va chercher jusqu'au demi-million, puis on crée un emploi pour lui, dans le personnel sédentaire. Il gagne 4 à 5 mille francs par mois. Et quand il est atteint cinq ans plus tard par la nouvelle limite d'âge, avec le « piston » de la Transat on lui fournit une place dans telle société amie ou contrôlée par la Compagnie.

Un brigadier de gendarmerie qui touchait une retraite importante est maintenant employé comme chef gardien, alors que les gardiens en place attendent toujours leur avancement et que 20 d'entre eux sont licenciés.

Nous donnerons, dans notre prochain numéro, la suite de cet article qui apporte une certaine lumière sur les incendies du « Lafayette » et du « Champlain ».

## Le « Trust blanc »

(Suite de la première page)

Il y a pire. Que fait dire Mars à l'un de ses correspondants : La baisse du lait équivaut à baisser le salaire, et c'est l'ouvrier agricole qui supportera les conséquences des variations de prix imposées par le trust.

L'organe stalinien prend ici la même position que les agrariens fascistes : le producteur et les ouvriers agricoles sont solidaires ; et seule la revalorisation des produits agricoles permettra la revalorisation des salaires.

Enfin, toujours lié par cette politique contre-révolutionnaire d'union de l'agriculture française, qui ignore systématiquement la lutte des classes au village et nie la politique indépendante de classe des ouvriers agricoles et des paysans pauvres, l'Humanité oublie systématiquement de dénoncer le rôle de l'agrarien local qui, souventes fois, et nous en fournirons des exemples, varie arbitrairement et en toute indépendance du trust blanc la production et le coût du lait pour une région.

Sur le coût de la vie, et la lutte efficace à entreprendre par les ouvriers et les paysans pauvres unis, nous apporterons notre point de vue, et nos mots d'ordre. Mais ce n'est pas servir le trust que de dénoncer les pseudo-campagnes menées contre lui, et qui ajoutent, au vol dont sont victimes les travailleurs, l'empoisonnement d'un bourrage de crâne à dose massive.

Par contre, c'est bel et bien servir le trust blanc que de s'opposer, comme le firent Waldeck Rochet et les stalinien, lors des Etats généraux paysans, au mot d'ordre de contrôle ouvrier et paysan sur les entreprises de stockage, de ramassage et de transformation du lait.

Et c'est servir le trust et l'agrarien que de mener ensuite campagne contre nos mots d'ordre en les dénonçant comme « contrebande trotskyste ».

N'en déplaise aux stalinien, c'est quand cette « contrebande » animera l'ensemble des ouvriers et des paysans pauvres que sonnera la dernière heure du trust blanc.

on révolutionnaire  
elle dans la C.G.T.



soit utilisée la presse d'avant-garde, oui. Mais vouloir faire une organisation, qu'on le veuille ou non, ce serait une tendance nouvelle qui, par rapport à celles qui ont un programme politique complet, serait nettement inférieure et infériorisée.

Revenons à la question de la plate-forme. Il faut écarter la formule reprise, hélas ! également par Margaillan, « l'indépendance du syndicalisme ». Une récente enquête parmi les organisations syndicales faite par le rédacteur du « Temps », R. Millet, arrivait, entre autres conclusions, que chaque centrale syndicale, depuis la C.G.T.S.R. jusqu'à celle des S.P.F., en passant par la C.G.T. et celle des syndicats chrétiens, se revendique de l'« indépendance du syndicalisme » et accuse toutes les autres d'y faillir, enfin que les partis, depuis le P.C. avec Frachon et Thorez, jusqu'au P.S.F. et au P.P.F., avec La Rocque et Doriot, sont également pour l'« indépendance du syndicalisme ».

Une formule dont tout le monde peut se servir avec autant de désinvolture ne peut pas se trouver dans une plate-forme d'une minorité révolutionnaire qui ne peut espérer progresser qu'en développant des positions précises.

Il faut donc un programme de revendications précises. Nous en soumettons quelques-unes pour la discussion et sommes évidemment prêts à modifier et compléter nos propositions en tenant compte des observations et de l'expérience d'au-

# Avec les jeunes exploités

## A l'action

### jeune métallo !

**L**ES métallos et les plus exploités d'entre eux, les jeunes, sont partis à la bataille des dernières grèves avec l'espoir de changer quelque chose et d'améliorer leur situation déjà bien précaire pour certains d'entre eux. Ils ont vu s'effondrer leurs espoirs.

La grande victoire sur le patronat prônée par les dirigeants des syndicats et des partis staliniens et réformistes se chiffre par 7 sous d'augmentation pour les professionnels, 6 et 5 sous pour les ouvriers spécialisés et manœuvres, et seulement 4 sous pour les jeunes ouvriers, petites mains de moins de 18 ans.

Quant aux jeunes apprentis dont personne ne s'occupe, n'ayant pas de clauses spéciales dans les conventions collectives, ils se mettent la ceinture dans la plupart des usines.

Les jeunes de 17-18 ans, petites mains ou autres, dans beaucoup de cas, font le même travail avec le même rendement que leurs camarades adultes ouvriers spécialisés et pourtant leur salaire est de beaucoup inférieur (quand un ouvrier spécialisé fait de 10 à 11 francs l'heure, le jeune ouvrier ne fait que 5 fr. 50 ou 6 fr.).

Quand on compare la situation presque privilégiée des jeunes métallos par rapport à celle des jeunes ouvriers d'autres corporations, telles que le bois ou le bâtiment, quand on regarde les salaires vraiment honteux qu'ont à l'heure actuelle quantité de jeunes : employés, cousettes, etc..., on peut ainsi réaliser toutes les trahisons dont a été victime la classe ouvrière.

Trahisons de nos dirigeants syndicaux qui par une politique de soumission au patronat et au gouvernement ont permis ces divisions de salaires qui règnent actuellement chez les ouvriers entre professionnels, manœuvres et jeunes. Divisions qui existent également entre ouvriers de corporations différentes, divisions voulues par la bourgeoisie, fossés que s'efforce de creuser chaque jour le patronat pour dresser les ouvriers les uns contre les autres, pour abattre la jeunesse dans sa combativité et préparer ainsi le champ libre au fascisme...



Ces manœuvres font partie de son plan d'action contre la classe ouvrière.

Les trahisons répétées des bureaucrates syndicaux ont découragé quantité d'ouvriers et également quantité de jeunes !

« Pourquoi se battre pour en arriver là ? Pourquoi faire grève s'il ne faut pas faire de tort au patron et ramasser l'aumône de quatre sous », se disent-ils. Beaucoup, désabusés, se retirent de la vie politique. D'autres tournent déjà les yeux vers les syndicats et les partis fascistes qui, démagogiquement, mettent à profit les trahisons des staliniens des métaux.

Et, pendant que les métallos se font bien rouler, pendant que des milliers de travailleurs et de jeunes touchent des salaires de famine (voir dans le Nord), l'or rentre dans les caisses de la bourgeoisie, la confiance est revenue, confiance en Daladier qui a su mater la résistance ouvrière et confiance aussi aux « grands chefs » ouvriers qui l'ont pour cela aidé fidèlement.

L'Emprunt de défense nationale couvert en quelques heures apporte de nouveaux milliards aux marchands de canons, milliards qui, en fin de compte, seront remboursés malgré tout par les impôts des ouvriers, milliards qui serviront à accélérer la production pour la prochaine guerre qui se prépare avec fébrilité sur le dos des travailleurs.

Dans beaucoup de tôles, on revient aux 45 heures. Partout on fait des heures supplémentaires pour la défense nationale et on refuse les augmentations de salaires.

Le Front populaire a donné suffisamment de garanties au grand patronat pour que celui-ci croie que les ouvriers ne broncheront pas, qu'ils sont bridés, tenus bien en main et qu'ils accepteront, au moment opportun, un beau fusil pour la défense de la démocratie.

Mais il y a encore des jeunes qui ne veulent pas se laisser faire et qui sonnent le rassemble-

## Lettre de la caserne



Parmi tous les corps de troupe de l'armée bourgeoise française, il en est un dont les soldats qui le composent ont une situation qui rappelle de très près celle des prolétaires qui produisent et qui luttent contre l'exploitation capitaliste. Il s'agit des C.O.A. (commissaires et ouvriers militaires d'administration).

Dans les concentrations militaires, les manutentions, etc..., ces soldats fournissent un travail égal, parfois supérieur à celui qu'ils font dans la vie civile pour gagner leur vie. A la 23<sup>e</sup> Section de C.O.M.A., à Toul, nous devons travailler dur et manger peu. Que ce soit au moulin, à la boulangerie, dans les magasins ou les divers ateliers, nous subissons un pénible travail aggravé encore par la discipline militaire.

Toujours surveillés par des gradés oisifs, sous la menace continue de punitions qui sont généreusement distribuées à la moindre infraction, nous comparons souvent notre sort à celui des forçats. Nous sommes là sans salaire, sans but, maigrement nourris, qui attendons une libération longue à venir. Les nouvelles internationales viennent encore augmenter notre inquiétude et nous nous demandons souvent si le grand crime de 1914 n'est pas prêt à se renouveler. Et, depuis longtemps, plus une voix ne s'élève,

au Parlement ou dans les grands partis ouvriers pour dénoncer les préparatifs de guerre et le sort misérable des travailleurs encasernés.

Au contraire, le Parti communiste, qui fut le seul, dans le passé, à mener la lutte anti-militariste, se vautre dans l'union sacrée. Il vote, avec les fascistes, les budgets militaires. Il approuve implicitement les deux ans. Et tout cela, sous prétexte que l'on doit tout sacrifier, tout abandonner pour défendre la Russie de Staline, la Russie des bureaucrates privilégiés, la Russie des procès monstrueux.

Et, pourtant, nombre de camarades croient encore que le P. C. soutient toujours le soldat contre l'officier et qu'il est toujours le parti de la Révolution.

Nous savons qu'heureusement, une vaillante minorité continue de lutter pour le vrai programme communiste, pour le programme de Lénine.

Nous avons foi dans le Parti Communiste Internationaliste pour mener le prolétariat vers le Pouvoir, aux Soviets ouvriers et paysans.

Nous comprenons que ce n'est qu'en luttant et en abattant le capitalisme français, ennemi de classe du prolétariat russe, que nous aiderons celui-ci à construire le Socialisme.

Pour que soit faite, dans le pays, la propagande contre la guerre impérialiste !

Pour l'amélioration du sort des soldats !

Contre les deux ans !

En avant avec le P.C.I. !

Un groupe du LA<sup>e</sup> C.O.A.

## La coopération dans la viticulture algérienne

**U**NE statistique récente publiée par le gouvernement général de l'Algérie illustre les progrès réalisés par l'idée de coopération dans la viticulture algérienne.

Le nombre de sociétés qui était, au 21 décembre 1925, de 67, était, au 31 décembre 1935, de 167. Le nombre de sociétaires est passé de 1.497 à 4.101 ; enfin, la capacité de logement de l'ensemble des organismes coopératifs qui était, en 1925, de 880.000 hectolitres environ, s'élevait, dix ans après, à 2.660.425 hectolitres.

ment de la jeunesse exploitée ; des jeunes qui montrent à leurs camarades dans quelle boue sont tombés ceux qui émettent la prétention de les défendre et qui, comme la jeunesse communiste, ont laissé depuis longtemps tomber les revendications des jeunes ouvriers pour s'intégrer complètement dans une « union de la jeunesse française » sous les plis du drapeau tricolore.

Ces jeunes sont une petite minorité actuellement, mais ils luttent journalièrement pour leurs revendications :

A travail égal, salaire égal.

Contrôle de l'apprentissage par des délégués ouvriers.

Droit de vote aux jeunes et apprentis.

Participation des jeunes dans les grèves et à l'élaboration des revendications.

Eligibilité des délégués à partir de 18 ans.

C'est au travers de la lutte pour ces revendications que se dégagera une nouvelle jeunesse révolutionnaire qui relèvera le drapeau rouge abandonné et qui aura la tâche de briser l'exploitation capitaliste, afin de faire triompher toutes les revendications de la jeunesse laborieuse.

Jeunes ouvriers, ne vous laissez plus bernier. Reprenez confiance en vous-mêmes. Formez vos Comités de jeunes au sein des syndicats.

Rejoignez la Jeunesse Communiste Internationaliste qui mène le combat à vos côtés et qui ne se laissera pas abattre.

A l'action !

Le département d'Alger est celui où l'aménagement coopératif est le plus poussé puisqu'il groupe, à lui seul, 93 sociétés ; celui d'Oran vient ensuite avec 58 sociétés, enfin le département de Constantine ne possède que 16 caves coopératives. Il faut noter que, dans ce dernier département, le mouvement coopératif s'est développé beaucoup plus tard que dans le restant de l'Algérie et que 5 caves coopératives seulement existaient en 1918.

La capacité de chacune des caves est très variée. La cave de Marengo, par exemple, peut loger 70.000 hectolitres alors que celle de Fromentin, dans le même département, peut recevoir seulement 400 hectolitres.

Principalement, dans le département d'Oran, plusieurs de ces caves ne groupent qu'un petit nombre de sociétaires ; cependant, celles atteignant une capacité de logement importante groupent un nombre suffisant de coopérateurs et la moyenne générale de la capacité revenant à chaque coopérateur n'est que de 648 hectolitres, capacité peu importante dans une région où les très grandes propriétés sont chose courante.

Les départements viticoles de la Métropole, notamment dans le Midi de la France, présentent également des réalisations coopératives fort développées.

Les unes et les autres appliquent la formule : Coopération à un mode de production agricole essentiellement capitaliste.

En France, comme dans l'Afrique du Nord, la possession du sol, et de tout ce qu'il porte, doit être l'objectif de toutes les luttes du prolétariat agricole et des paysans pauvres, à fins d'appropriation et d'exploitation collectives dans la commune paysanne gérée par son Conseil paysan (Soviet).

La coopération capitaliste doit devenir une coopération socialiste gérée par les seuls travailleurs.

# CONTINUER LA S.F.I.O. ?

**L**E Congrès de Royan marque une étape de première importance dans la crise intérieure de la S.F.I.O., comme aussi dans la voie du regroupement pour le nouveau parti révolutionnaire.

La politique du Front populaire qui, depuis Juin 36, a non seulement étranglé le mouvement révolutionnaire montant, mais qui a aussi, par là même, donné une aide complice à la bourgeoisie, pour reprendre aux ouvriers plus encore qu'ils n'avaient arraché par leur lutte directe, a mis à nu, devant un nombre grandissant de prolétaires, le rôle véritable des organisations ouvrières du Front populaire, ou a au moins éveillé un sentiment de doute sur ces organisations.

C'est ce fait qui donne une telle importance à la lutte dans la S.F.I.O. et à son aboutissement.

## Pas de réintégration sans capitulation.

Il est absolument nécessaire, pour bien comprendre cette crise et adopter une tactique juste, d'en saisir toute la portée politique.

En effet, si, pendant une période, la direction du Parti Socialiste pouvait se permettre d'avoir en son sein une opposition de gauche, et avait même un certain intérêt à conserver celle-ci, la politique gouvernementale qu'elle entend bien continuer, comme on s'est chargé de nous l'expliquer ces jours-ci, ne permet plus cette « largesse ».

Est-ce à dire que la bureaucratie veuille forcément à tout prix exclure l'opposition ? Non ! Car ce n'est pas tant l'exclusion qui importe pour la bureaucratie que le fait de briser politiquement cette opposition.

La bureaucratie connaît le danger pour elle de voir se constituer, par suite des exclusions, un parti révolutionnaire et, pour cette raison, elle ne recule devant aucune « habileté », aucune manœuvre pour empêcher la formation d'un tel parti. Il faut donc avoir une position bien ferme pour déjouer toutes ces manœuvres, dans lesquelles ces gens-là sont passés maîtres, quand il s'agit de combattre des ouvriers révolutionnaires, sous quelques formes que ce soit.

Il n'y a pas de réintégration possible dans la S.F.I.O., sous quelque forme que ce soit, sans tomber de plus en plus bas, de capitulation en capitulation, jusque dans l'union sacrée, ou alors ce seront un par un que se décourageront et se briseront les meilleurs militants. Tel est le déroulement inéluctable de cette lutte de classe que vous menez en ce moment, camarades de la gauche du P.S.

La nécessité, pour ceux qui veulent rester fidèles aux intérêts vitaux du prolétariat, aux principes fondamentaux du socialisme, pour ceux qui ne veulent pas s'associer à la politique de la boue, de rompre avec la S.F.I.O., est absolue.

C'est la discipline même, non pas cette « discipline » dont parlent tant tous ces bureaucrates, et qui consiste dans le droit pour les parlementaires et chefs de faire des statuts et principes ce qui leur convient, et dans le droit pour les militants de rivaliser dans la servilité à ces parlementaires, mais la discipline aux enseignements de nos maîtres, de Marx, d'Engels, de Liebknecht, de Luxembourg et de Lénine, qui exige impérieusement cette rupture.

## La Continuité du Parti Socialiste ?

Il se pose donc devant nous, camarades, la question : comment continuer à lutter ?

Vous considérez que, si vous n'êtes pas réintégrés, le Parti Socialiste ne sera plus de ce fait un parti de lutte de classe et de révolution ? Et qu'en conséquence, c'est vous qui devez assurer la continuité du P.S. ?

Il faut être clair. Nous pensons que c'est aussi votre volonté, camarades de la gauche ! Donc, ne permettons aucune équivoque, fût-elle justifiée par des raisons de tactique, car une tactique qui aurait sa base dans l'équivoque ne peut donner de bons résultats.

Dire que la S.F.I.O. cesse d'être un parti de lutte de classe et de révolution, le jour où elle vous refuse la réintégration dans les conditions que vous posez, cela voudrait dire qu'elle l'a été jusqu'ici. Comment peut-on justifier une pareille

chose ? Le parti de l'arbitrage obligatoire, le parti du vote de crédits militaires de la bourgeoisie et de la défense nationale, le parti des fusilliers de Clichy et des assassins de nos frères coloniaux, le parti qui a géré les affaires de la bourgeoisie française pendant près de 2 ans et qui ne demande qu'à continuer à les gérer, le parti enfin de l'union sacrée de 1914 et de demain, voulez-vous expliquer aux ouvriers que c'est aujourd'hui seulement qu'il cesse d'être un parti de lutte de classe et de révolution ? Cela nous semble bien impossible.

Quant à ce que vous entendez par la continuité du Parti Socialiste, il faudrait également préciser si c'est la « continuation » de la politique caractérisée plus haut, qui est celle pour laquelle le P.S. est réputé, ou si c'est une autre politique que vous entendez mener, cas dans lequel il ne s'agit probablement plus de la « continuité du Parti Socialiste ».

C'est d'un problème fondamental qu'il s'agit, et que vous posera chaque ouvrier auquel l'expérience du Front populaire a ouvert les yeux et qui rompt ou veut rompre, avec le parti du Front populaire auquel il appartenait : Voulez-vous continuer la S.F.I.O., nouvelle édition, avec toute sa politique et ses principes qui, par la conséquence des choses, vous amèneront à l'état où se trouvent aujourd'hui les P. Faure, Longuet et Blum, ou voulez-vous bâtir un parti sur la base des enseignements de la dégénérescence des organisations de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales ? C'est évidemment ce dernier point qu'il faut résoudre aujourd'hui, car c'est de lui que dépendent les victoires prochaines de la classe ouvrière.

## Quel Programme ?

A cette question, vous répondrez probablement en nous demandant de nous reporter à la Charte de 1905.

Nous ne pouvons pourtant nous satisfaire de cette réponse. Non que nous voulions nous imposer à vous en censeurs, mais parce que, en révolutionnaires, nous voulons, en commun avec vous, rechercher à travers les décombres des organisations dégénérées et les expériences des luttes passées, et déterminer le programme de la révolution prolétarienne victorieuse.

Vouloir bâtir aujourd'hui le nouveau parti révolutionnaire sur la Charte de 1905, c'est vouloir ignorer des événements que l'on n'a pas le droit d'ignorer, car ils ont été payés par le sang de millions d'ouvriers et de paysans, et que leurs enseignements rendent aujourd'hui la Charte de 1905 pour le moins incomplète.

On ne peut construire de parti révolutionnaire sans tirer la critique marxiste-léniniste des luttes grandioses de ces trente dernières années, marquées tantôt par des victoires retentissantes et tantôt par des défaites et des dégénérescences lourdes de conséquences.

L'union sacrée de 1914, l'éroulement misérable de la II<sup>e</sup> Internationale, la révolution de 1917 en Russie, les mouvements révolutionnaires vaincus d'après-guerre, en Allemagne, Hongrie, Finlande, etc., la défaite du prolétariat italien, la victoire d'Hitler en Allemagne, la défaite en Autriche, tout le chemin de la dégénérescence terrible de l'U. R. S. S. et parallèlement de toute la III<sup>e</sup> Internationale, la Révolution espagnole ; tous ces événements comportent des enseignements profonds sans lesquels on ne peut construire de parti révolutionnaire qui soit susceptible de conduire le prolétariat vers son émancipation.

Le poids des défaites subies et les conséquences : désorientation, confusion, oubli des notions de classe les plus élémentaires, nous imposent une critique d'autant plus ferme de nos conceptions et la nécessité d'un programme d'autant plus solide et plus éprouvé.

Ce programme, c'est celui du bolchevisme d'octobre 17.

La politique de Staline n'a rien de commun avec ce programme qu'il ne cesse de nous trahir dans le monde. Le stalinisme est aussi éloigné du bolchevisme que celui-ci l'est du réformisme des Vandervelde, Blum et Cie.

Le bolchevisme, loin d'avoir été entamé en quoi que ce soit par les derniers événements, par la dégénérescence de l'U.R.S.S. ou par la Révolution espagnole, sort politiquement confirmé et enrichi

de ces expériences, et c'est là la raison pour laquelle nous autres bolcheviks-léninistes tenons ferme ce drapeau qui est celui de la victoire du prolétariat.

Que vous n'ayez pas les mêmes positions politiques que nous, c'est évident, sans quoi nous serions ensemble dans une même organisation. Néanmoins, le fait même de votre nouvelle situation par rapport aux organisations de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales nous rapproche incontestablement beaucoup. Aussi devrions-nous, face au problème du programme révolutionnaire qui se pose maintenant d'une façon pressante devant vous, confronter systématiquement nos positions, seul moyen d'aborder utilement ce problème ardu.

## L'Unité ?

On a écrit, ces derniers temps, beaucoup de choses sur cette question.

Thorez répond au mécontentement des ouvriers en brandissant le miroir de l'unité qui, d'après lui, tirerait les ouvriers de l'impasse où ils se trouvent actuellement et conditionnerait la victoire dans les luttes prochaines.

Quelle est la position de la gauche du P.S. sur cette question ? Nous basant sur un tract édité par la Fédération de la Seine peu avant sa dissolution, la position de la gauche nous paraît peu claire et dangereuse par cela même.

En premier lieu, la gauche semble présenter l'unité comme nécessaire, comme pouvant rapporter quelque chose de bon aux ouvriers. D'autre part, elle défend la thèse des réformistes quant à ces scissionnistes que sont les communistes qui ont divisé le prolétariat en 1921 à Tours. Une pareille attitude est loin de clarifier la question devant les ouvriers. Il nous est plus que difficile de comprendre ce que la fusion entre les staliniens et les réformistes apportera de bon aux travailleurs. Par quel miracle la fusion entre le stalinisme et le réformisme peut-elle aboutir à faire modifier les politiques néfastes des uns et des autres, il faudrait nous l'expliquer.

Il y a, c'est entendu, une nécessité historique à l'unité du prolétariat. Mais cela ne veut pas dire que toute unité apporte quelque chose au prolétariat.

Le caractère progressif de l'unité dépend de la nature des organisations, des intérêts que celles-ci défendent et de la base sur laquelle cette unité est faite.

Dans le cas donné de l'unité entre le P.S. et le P.C., les organisations en question ne défendent pas les intérêts ouvriers, tout au contraire, et l'unité en question ne pouvant se faire sur une base marxiste-révolutionnaire, il faut démontrer nettement au prolétariat que cette unité ne pourra que consacrer un renforcement de l'appareil bureaucratique, réactionnaire.

Par ailleurs, ceci a été confirmé sans contestation possible par toutes les expériences d'unité faites sur divers plans et dans différents pays. On peut particulièrement citer l'Espagne, où elle n'a pas empêché la montée de la contre-révolution, la répression sanglante contre les anarchistes et le P.O.U.M., mais l'a seulement aidée.

Pour ce qui est du problème historique et de la scission de Tours notamment, les camarades de la gauche doivent s'expliquer également avec clarté. Il faut faire le choix et dire quelle fut l'attitude juste, celle de Renaudel-Blum-Vandervelde ou celle de Lénine et Trotsky, car il ne s'agit pas là seulement d'une question abstraite de personnes ou d'une question d'histoire pure, mais il s'agit d'un choix entre deux politiques bien déterminées, choix qui est plus actuel que jamais.

Si en ce moment est posée la question de l'unité entre la S.F.I.O. et la S.F.I.C., 17 ans après la scission, c'est en fait parce que le parti qui se nomme à tort encore communiste, a abouti dans sa dégénérescence à la même politique de collaboration de classe, de trahison des intérêts ouvriers qui, en 1920, a imposé la nécessité de rupture avec la S.F.I.O., afin de former le parti de la Révolution.

# CONTINUER LA S. F. I. O. ?

## Le Front Populaire

Cette nouvelle trouvaille du VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste, qui n'en est pas une, a depuis son « lancement » déjà bien des désastres à son actif et elle n'a que cela.

Nous basant sur des raisons d'ordre doctrinal et aussi sur l'expérience de 1925 en Chine, nous avons depuis toujours combattu systématiquement cette politique.

La position de la gauche sur ce problème de première importance nous semble profondément erronée et contient bien des contradictions.

A maintes reprises, dans les discussions, dans les meetings, comme dans la presse de la Fédération de la Seine, nous avons eu l'occasion de voir de la part de camarades de la gauche une critique parfois même bien approfondie de tous les aspects de la politique du Front populaire. Combien de fois avons-nous pu entendre des déclarations sur « l'échec de l'expérience du Front populaire », sans jamais, il faut le dire, voir tirées jusqu'au bout de leurs conséquences, les conclusions qui s'imposent.

Et ainsi on a pu voir la Fédération de la Seine, après sa dissolution par la C.A.P., insister pour conserver son appartenance au Front populaire. C'est là une équivoque dont on aurait pu croire, après l'expérience du P.O.U.M. en Espagne, que la Fédération pourrait l'éviter.

Le P.O.U.M. a été aussi bien accueilli à ses débuts dans le Front populaire, et les stalinien ne l'ont pas pourchassé comme ils le firent plus tard.

Cette adhésion amena le P.O.U.M. jusque dans le gouvernement (bourgeois) de la Catalogne, ce qui l'entraîna également d'une façon indirecte à travailler à la dissolution des organismes de dualité de pouvoir que les ouvriers et paysans avaient créés pour la défense de leurs intérêts de classe. De la sorte, le P.O.U.M., en renforçant la politique de la bourgeoisie, en lui apportant son concours et en affaiblissant la capacité de lutte de la classe ouvrière, a creusé sa propre tombe.

Nous citons cet exemple parce qu'il nous semble être plein d'enseignements pour les camarades de la gauche.

Les événements des deux dernières années ont démontré le caractère bourgeois et contre-révolutionnaire de la politique du Front populaire. Expliquer ceci aux ouvriers (et il faut le faire) en restant associé à cette politique, n'est pas dans le domaine des possibilités. Que l'on ne nous objecte pas qu'une grande partie des masses suit encore le Front populaire, car nous pourrions dès lors vous demander : « Si demain les organisations de la II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales réussissent à entraîner les masses ouvrières dans l'union sacrée, les suivrez-vous, puisque les masses y sont ? » Et puis, le détachement du Front populaire de couches de plus en plus larges d'ouvriers n'est-il pas dans une certaine mesure déterminé par l'action que l'on doit mener dans ce sens ?

C'est, camarades de la gauche, dans les couches ouvrières que vous trouverez votre terrain de résistance à la répression des bureaucraties réformiste et stalinienne conjuguées à celle de l'appareil policier de la bourgeoisie, et non dans les palabres avec les bonzes du P.S. et du P.C. et des radicaux félons, à l'intérieur des Comités de Front populaire.

Ne croyez pas non plus que ce soit une délimitation plus ou moins exagérée de votre part, avec le « trotskysme » qui puisse vous préserver des calomnies et de la répression. Les bolcheviks-léninistes ont, plus d'une fois, proclamé et expliqué l'inexistence du trotskysme comme théorie. Mais ni le réformisme, ni le stalinisme, ni la bourgeoisie ne se soucient de la véracité dans leur lutte. Tout ce qui sort de leur conformisme reçoit par eux l'étiquette trotskyste et si Lénine ou Karl Marx pouvaient s'éveiller, ils seraient sûrs de recevoir du coup la même étiquette.

## Le problème de la guerre

S'il est une question qui n'admet pas d'imprécisions c'est bien celle-ci. Et c'est la raison pour laquelle on peut douter, quand on voit la gauche faire une résolution commune avec des éléments de la « Bataille Socialiste », sur la question de la guerre, de la solidité d'une telle résolution et en général de la solidité de la position de la gauche sur ce problème crucial. On peut voir par-ci, par-là, quelques déclarations comme : « La guerre à la guerre ! » ou encore : « Aucun gouvernement de Front populaire n'a pris d'initiative sérieuse en vue d'un règlement pacifique des conflits européens, capable d'entraîner une réduction des armements », etc...

On trouve peut-être beaucoup de pacifisme dans ces formules, mais, hélas, bien peu de marxisme.

Plusieurs articles, parus dans « Juin 36 » parlent du désarmement général comme garantie des peuples et renferment des formules pacifistes analogues dénuées de marxisme.

Les camarades de la gauche devraient passer au plus tôt à un examen sérieux de ce problème afin de liquider ces tendances pacifistes qui n'offrent aucune possibilité de lutte efficace contre la guerre.

La thèse stalin-réformiste que défendent aussi les éléments de la « Bataille Socialiste » sur la guerre des démocraties contre le fascisme, doit être démasquée sans relâche avec vigueur comme une duperie destinée à entraîner le prolétariat dans une union sacrée nouvelle édition dont des millions d'ouvriers feront seuls les frais par la perte de leur vie et ce pour le seul profit des impérialismes « démocratiques » ou fascistes. Il ne suffit pas non plus de rabâcher des résolutions de Congrès qui ont déjà été violées tant et plus. Il y a l'expérience de la dernière guerre par-dessus laquelle on ne peut passer. Toute lutte, tout effort ayant pour résultat ou pour but l'affaiblissement de notre propre bourgeoisie fait partie de la lutte contre la guerre, qui est indissociable de la lutte révolutionnaire pour le renversement violent de « l'ordre » établi.

En dehors de cela il n'existe pas de véritable lutte contre la guerre.

Les camarades de la gauche se doivent d'examiner les positions léninistes sur le problème de la guerre, car elles seules permettent de tirer les conclusions justes de l'expérience de la guerre de 1914-1918 et d'ouvrir la voie de la lutte de demain.

En cas d'une nouvelle guerre impérialiste, la tactique du défaitisme révolutionnaire est la seule applicable par des marxistes révolutionnaires.

Défaite de son gouvernement, de son impérialisme, fraternisation avec les ouvriers et paysans « ennemis », lutte de masse pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, voilà en quelques lignes la position des bolcheviks-léninistes sur ce problème important.

Que les camarades de la gauche soient imprégnés de cette vérité que toute incertitude, toute équivoque, toute imprécision sur le problème de la guerre se solde dans le torrent des événements par une débâcle.

## Le problème international

A maintes reprises, « Juin 36 » a publié des citations de l'I.O.S. (II<sup>e</sup> Internationale). D'autre part, en parlant de « continuer le Parti socialiste », on aboutit également à la question de votre attitude vis-à-vis de la II<sup>e</sup> Internationale qu'il faut absolument préciser. Quelles sont donc les espérances que l'on peut encore avoir sur la II<sup>e</sup> Internationale, celle de la collaboration de classes, celle de l'Union sacrée d'hier et aussi, aucun doute à ce sujet, de demain, on aimerait le savoir. On aimerait également savoir si, en conséquence de la politique de « continuer la S.F.I.O. », la gauche, si elle se trouve éliminée du P.S. à Royan, demanderait à messieurs Spaak, Vandervelde et au major Attlee, accès à ce qu'à juste titre Rosa Luxembourg appelle le cadavre puant. Quelle que soit la réponse de la gauche à ces questions, nous devons déclarer catégoriquement que quiconque se refuse à une lutte implacable contre la II<sup>e</sup> Internationale, ne peut être considéré comme un révolutionnaire.

Une autre organisation internationale, avec laquelle certains éléments de la gauche se trouvent en liaison et qui est, en général, vue avec une certaine sympathie par les militants de la gauche, c'est le Bureau de Londres.

Cette organisation, qui n'en est pas une, ne peut non plus être considérée comme révolutionnaire.

Il ne suffit pas qu'une organisation se déclare révolutionnaire pour qu'elle le soit.

Etre une organisation révolutionnaire internationale, c'est avoir un programme marxiste conséquent, tirant les leçons des dégénérescences et des luttes passées ; c'est une unité de vue donnée, un accord sur une base politique déterminée, une homogénéité politique indispensable ; autant de choses qui font défaut au Bureau de Londres. Chaque organisation de ce bureau est une organisation en elle-même, en contradiction avec les autres, menant sa politique à elle, ce qui, dans les assemblées internationales, aboutit à une confusion générale de laquelle il ne peut rien sortir de progressif.

Certes, les formules « révolutionnaires » ne manquent pas au Bureau de Londres, on parle

abondamment de la « nouvelle internationale », des nouveaux partis, mais cela s'arrête aux formules creuses, aux parlottes vagues qui, loin de clarifier les problèmes, ne font qu'y jeter encore plus d'obscurité, et loin de tracer, face aux ruines amassées par les II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales, une voie révolutionnaire de combat ne font que barrer celle-ci.

Les organisations confusionnistes, dont le Bureau de Londres est un exemple des plus caractéristiques, doivent être combattues fermement, car elles constituent des obstacles au regroupement révolutionnaire véritable, au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## Pour l'unité véritable

Nous avons dit que l'unité entre le P.S. et le P.C. étant l'unité entre deux politiques de trahison des intérêts ouvriers, il n'y a rien de bon à attendre d'elle. C'est aujourd'hui une autre tâche qui se pose : celle de l'unité des ouvriers qui ont compris les événements, qui ont compris que la classe ouvrière, pour son émancipation, ne peut, non seulement plus compter sur le P.S. et le P.C., mais encore que ces deux partis sont un barrage pour leur voie de classe, sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale.

L'efficacité de la lutte du prolétariat et ses victoires prochaines dépendent du stade du regroupement révolutionnaire dans le nouveau parti et de la capacité de combat de celui-ci.

Tous les efforts doivent maintenant être utilisés pour cette tâche urgente.

Les problèmes qui se posent sont complexes et nombreux. Nous en avons abordé, dans cette lettre ouverte, un certain nombre. D'autres, aussi importants, ne doivent pas être négligés, tels que les méthodes qui doivent présider à la construction du nouveau parti, le régime d'organisation, etc., etc...

Le Parti Communiste Internationaliste vous propose, camarades de la gauche, d'organiser une confrontation systématique de nos conceptions, seul moyen sain de clarification.

La situation présente ne permet pas les hésitations répétées. L'appartenance à la S.F.I.O. ou à la S.F.I.C. est incompatible avec la lutte révolutionnaire pour le renversement violent de la société capitaliste, avec une politique intransigeante de classe.

La nécessité de la IV<sup>e</sup> Internationale s'imposera avec le développement de la situation, même aux plus hésitants d'aujourd'hui.

Car elle est la conséquence politique inéluctable de l'écroulement définitif des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales.



## Bulletin d'Abonnement

Nom et prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

souscrit un { 3 mois ..... 8 fr.  
Abonnement de { 6 mois ..... 15 fr.  
1 an ..... 30 fr.

et adresse le montant au compte postal  
Brausch 1773-07, Paris

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.  
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »  
Le Gérant : A. BASTIDE